ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/4 10 novembre 2001

(01-5582)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE Quatrième session Doha, 9 - 13 novembre 2001 Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Commission

<u>Déclaration de M. Pascal Lamy</u> <u>Commissaire au commerce</u>

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Qatar et Son Altesse l'Émir Hamad Al Khalifa Al Thani pour leur chaleureux accueil ici à Doha, ainsi que le Directeur général, M. Mike Moore, et tout le Secrétariat de l'OMC, pour les efforts considérables qu'ils ont déployés depuis deux ans et vont déployer au cours des quatre prochains jours.

Pardonnez cette légère impression de déjà vu, mais il me semble que moins de deux ans se sont écoulés depuis que nous nous sommes réunis pour la troisième session de la Conférence ministérielle de l'OMC. Cette réunion avait commencé dans l'espoir, très vif, d'un nouveau Cycle. Pourtant, nous avons échoué, et de manière bien lamentable, à Seattle. Nous avons échoué, tout d'abord, à mettre le développement à sa juste place - c'est-à-dire au cœur du système commercial multilatéral. Mais surtout, nous n'avons réussi à répondre ni aux préoccupations des pays en développement concernant la mise en œuvre, ni à celles de la société civile concernant le commerce et l'environnement. Nous n'avons fait avancer ni la libéralisation "classique" du commerce, ni les questions dites de Singapour. Nous ne sommes parvenus ni à plaider pour le respect des normes fondamentales du travail, ni à convaincre les pays en développement que nous n'avions pas d'intentions protectionnistes. Et, bien entendu, nous n'avons pas pu lancer un nouveau Cycle, ni engager l'OMC sur la voie d'une réforme bien nécessaire.

Résultat: chacun est rentré chez soi, tête basse et bredouille. C'est <u>peut-être</u> une habileté politicienne que de faire l'unanimité contre soi. Mais, parfois, l'égalité dans l'infortune n'est que mauvaise politique déguisée en habileté politicienne.

Ce qui, peut-être, unit le plus fortement tous les Ministres présents ici, c'est une volonté absolue de tirer la leçon des erreurs de Seattle. L'OMC ne peut pas se permettre un deuxième échec. Cependant, si notre détermination commune d'éviter un autre Seattle constitue notre arme secrète cette semaine, elle pourrait être aussi notre talon d'Achille. Certaines délégations jouent sur la peur du risque chez tout un chacun pour tenter d'obliger d'autres à revoir leurs positions. **Or nous ne réussirons à Doha que si tous les participants font preuve de flexibilité.**

Pour notre part, l'Union européenne a sans cesse démontré sa flexibilité pendant ces deux dernières années. Je ne citerai que quelques exemples: en ce qui concerne l'investissement et la concurrence, nous offrons aux autres la possibilité de participer aux négociations ou de s'en retirer et d'en accepter ou non les résultats. Pour ce qui est du commerce et de l'environnement, nous souhaitons des négociations uniquement pour clarifier le fonctionnement des règles, nous sommes tout à fait prêts à mettre en place des sauvegardes contre le protectionnisme et nous réfléchissons aux moyens d'intégrer les subventions à la pêche dans le mandat de négociation concernant

l'environnement. Mais peut-être surtout, nous avons franchi une distance énorme quant à la question de la mise en œuvre: nous sommes même disposés à accepter la renégociation de certains dossiers dans le cadre d'un nouveau cycle de discussions. Bien sûr, nous avons aussi des questions qui nous tiennent à cœur, l'agriculture par exemple, mais, même sur ce sujet, il me semble admis que nous sommes prêts à aller sensiblement de l'avant à propos de l'article 20.

Étant donné tout ce que nous avons fait - et nous ne sommes pas les seuls -, c'est un jeu dangereux que d'inciter toujours les autres à être les premiers à faire preuve de flexibilité. C'est un jeu auquel nous ne devrions pas nous prêter. L'enjeu est bien trop important pour cela. Il n'en va pas seulement du succès immédiat de cette réunion, ni de l'avenir de l'OMC, ni des perspectives à court terme de l'économie mondiale, même s'il est évident que le monde attend désespérément, et cela d'autant plus depuis les tragiques événements du 11 septembre, les bonnes nouvelles qu'apporterait à l'économie le lancement de nouvelles négociations.

En fait, avant toute autre chose peut-être, nous ne devons pas perdre de vue la situation d'ensemble. Nous ne pouvons et ne devons pas nous contenter de lancer de nouvelles négociations à l'OMC, même si c'est un élément essentiel. Nous devons faire de cette semaine la première étape d'une séquence vertueuse, que j'ai nommée D-M-J. Première étape: Doha, pour le Cycle. Deuxième étape: Monterrey, pour l'amélioration du financement du développement. Troisième étape: Johannesburg, pour la durabilité. Dans le contexte de l'après-11 septembre en particulier, nous devons utiliser tous les moyens multilatéraux à notre disposition si nous voulons vraiment progresser sur la voie du développement durable.

Pour en revenir à Doha, nous devons aussi veiller à lancer des négociations qui apportent des avantages systémiques à court et à long terme, et qui puissent être achevées à brève échéance, de préférence en trois ans. Nous devons également trouver le bon dosage entre politique commerciale et autres politiques: je pense aux passions soulevées par notre débat sur les ADPIC et l'accès aux médicaments, qui se sont exacerbées au point de devenir manifestement, et à juste titre, un enjeu déterminant pour nous cette semaine. Je pense aussi à la nécessité d'intégrer la durabilité dans les travaux de chacun des groupes de négociation, afin que nous puissions promouvoir comme un tout le commerce, la protection de l'environnement et, bien sûr, le développement.

Enfin, pour en revenir au lancement de ces négociations, permettez-moi de me répéter. L'Union européenne a été à l'écoute ces deux dernières années, et elle a répondu. Cela s'est traduit par une flexibilité constante pendant les deux années qui ont suivi notre dernière rencontre. À présent, nous attendons des autres qu'ils partagent la charge de la flexibilité lors de la semaine qui vient. Mettons-nous vite au travail - et à ce propos, permettez-moi de dire rapidement combien je me félicite du fait que le Comité plénier, qui a entamé ses travaux il y a tout juste quelques minutes, va constituer le point de convergence de nos efforts. C'est bien ainsi qu'il doit en être.